

PRODUCTION DE BOISSONS ET JUS

Les professionnels manquent d'informations sur leur filière

L'Association professionnelle des producteurs algériens de boissons, jus et eaux (APAB) manque d'informations exactes, notamment celles d'ordre comptable sur leur filière.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le président de l'APAB, Ali Hamani, l'association ne dispose pas d'informations comptables et financières disponibles au niveau du Centre national du registre du commerce (CNRC) dans le bulletin officiel.

«Nous avons demandé au CNRC de nous fournir les bilans de toutes les sociétés de production de boissons. Malheureusement, le CNRC est incapable de remettre ces données. C'est incompréhensible», dira Ali Hamani, reconduit hier à la présidence de l'association lors d'une

assemblée générale électorale. D'autant que ces informations sont censées être libres d'accès aux tiers et devant permettre une plus grande visibilité sur ce secteur économique. Voir, les chiffres réels en matière de production et de commercialisation restent à affiner, d'autant que l'association n'a pas encore finalisé et lancé une étude exhaustive sur la filière.

Ce que le président de l'APAB, qui relève que la filière produit annuellement 37 milliards de litres de boissons, eaux et jus, escompte néanmoins d'ici un mois.

Une étude qui devrait permettre aux investisseurs d'évaluer l'intérêt et les données générales de ce secteur, comme le souligne le nouveau vice-président de l'APAB, Mourad Bouattou.

Et dans le contexte où l'association milite et déploie un lobbying assidu auprès des pouvoirs publics pour l'amélioration de l'environnement économique ainsi que l'allègement des contraintes fiscales et financières.

Cela même si la taxe de 0,5% sur le chiffre d'affaires des entreprises de production et importation de boissons gazeuses, imposée par la loi de finances 2012 et contraignante pour les producteurs, n'est pas encore prélevée en l'absence d'un texte d'application.

Un lobbying abouti à «30%», dira Ali Hamani, arguant par ailleurs de l'implication de son association dans l'amélioration de la sécurité et qualité des produits à travers le lancement prochain d'un label qualité.

C. B.



Photos : Samir Sid

PRODUCTION LAITIÈRE

L'Algérie accuse un déficit de 2 milliards de litres par an

Les Algériens consomment annuellement plus de 5 milliards de litres de lait. Selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, l'Algérie enregistre un déficit de 2 milliards de litres de lait cru et ses dérivés viennent de l'importation. La production nationale de lait cru et ses dérivés ne répond pas aux besoins. Rachid Benaïssa qui s'exprimait, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne I a reconnu que l'Algérie enregistre un déficit de 2 milliards de litres par an. Le ministre de l'Agriculture, qui a indiqué que l'Algérie qui dispose déjà de 250 000 vaches laitières a importé, ces trois dernières années, environ 60 000 autres, a appelé les producteurs à augmenter leurs capacités de production. Son département, assure-t-il, est prêt à fournir l'aide nécessaire aux concernés. Par ailleurs, Rachid Benaïssa se dit «très optimiste», par rapport aux prévisions de la production agricole de la nouvelle saison. «Nous avons enregistré une bonne pluviométrie qui est bénéfique pour la saison agricole» a-t-il affirmé. Le premier responsable de l'agriculture prévoit, d'ailleurs, une production de 55 millions de quintaux de céréales cette année. Interrogé sur le prix de la pomme de terre, le ministre de l'Agriculture a rappelé que le prix de la tubercule connaîtra une baisse d'ici la première quinzaine du mois de mai, avec la mise sur le marché de trois millions de quintaux.

S. A.

IL RASSEMBLERA LES ENTREPRISES DE SOUS-TRAITANCE L'ALGEST'2012 se déroulera au mois de septembre prochain

Encouragés par le succès de la première édition organisée en 2010, le World Trade Center (WTC) Algeria et ses partenaires organisent la deuxième édition du salon de la sous-traitance ALGEST'2012. La manifestation, qui s'adresse aux professionnels, se déroulera à la Safex du 16 au 19 septembre prochain.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon M. Tibaoui, directeur général du World Trade Center and CEO, seront organisées en marge du salon des rencontres professionnelles et un espace sera réservé aux entreprises qui veulent développer leurs produits.

L'Association professionnelle de la bourse de la sous-traitance (BASTP) participe aussi à l'organisation de la rencontre en mettant en avant le fait que la sous-traitance représente une priorité des pouvoirs publics. Le thème du salon est «la sous-traitance en action». Les secteurs ciblés lors de la manifestation concernent, notamment, les industries mécaniques et métallurgiques, les industries chimiques, plas-

tiques et caoutchouc, l'industrie électrique et électronique ainsi que les machines et équipements. Le salon sera aussi un espace d'exposition pour les sous-traitants, les fabricants et fournisseurs, les prestataires de services, les professionnels de la maintenance industrielle et les donneurs d'ordre. Les organisateurs du salon expliqueront que la sous-traitance représente un vecteur d'industrialisation, «alors que le contexte économique reste marqué par une croissance soutenue dans tous les secteurs productifs».

Selon M. Tibaoui, la deuxième édition du salon de la sous-traitance conserve tout son rôle stratégique et économique. Il expliquera aussi que le salon «se déroule au moment où la dynamique de croissance se fonde sur de multiples grands chantiers en cours en matière d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, des programmes immobiliers ainsi que des projets industriels touchant un grand nombre de secteurs». Selon les organisateurs de la rencontre, l'ouverture des PMI algé-

riennes qui font de la sous-traitance est essentielle pour renforcer leurs capacités à résister aux aléas du marché et consolider leur développement. Ceci d'autant qu'un grand nombre d'entre elles cherchent à se spécialiser davantage afin de mieux répondre aux exigences des grands donneurs d'ordre. Une cinquantaine d'entreprises ayant participé à la première édition du salon ont d'ores et déjà manifesté leur désir de participer encore à la manifestation et les organisateurs s'attendent à sensibiliser les autres entreprises pour qu'elles se fassent connaître et présentent leur savoir-faire. Les organisateurs de la manifestation disent souhaiter la présence d'au moins une centaine d'entreprises. L'ALGEST est conçu par le WTCA le BSTA et la bourse de la sous-traitance de l'Est de Nancy. Les experts présents ont annoncé, en outre, la mise en place, les jours prochains, d'une base de données par le biais d'un portail informatique concernant les entreprises de la sous-traitance.

F-Z. B.

PROCÈS OPPOSANT ACHOUR ABDERRAHMANE À LA BNA

Le verdict attendu pour aujourd'hui

Le verdict dans l'affaire du procès opposant Achour Abderrahmane à la Banque nationale d'Algérie sera connu aujourd'hui à partir de quatorze heures. C'est ce qui a indiqué le président du tribunal criminel à la fin des plaidoiries des avocats de la défense.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est hier matin, que les plaidoiries des avocats de la défense ont prit fin, après douze jours d'audiences. La fin des plaidoiries des avocats de la défense a été marquée par le passage des avocats des banquiers mis en cause dans cette affaire. Les autres prévenus ont vu leurs avocats défilés à la barre depuis mardi, dont ceux assurant la défense des principaux mis en cause à savoir Achour Abderrahmane et Ainouche. Contre ses derniers, le représentant du ministère public a requis la peine maximale soit vingt années de prison ferme. Selon l'arrêt

de renvoi 25 accusés, dont des cadres de la BNA ont été poursuivis concernant des dysfonctionnements relatifs «au 1957 chèques bancaires d'un montant de plus de 21 milliards de DA qui n'ont pas été enregistrés dans les transactions entre les agences de la BNA de Cherchell et Bouzaréah, déboursés au profit de la société «Nationale A+» spécialisée dans les travaux publics, durant la période 2004-2005». Ces dysfonctionnements résident dans le dépôt, par Achour Abderrahmane, de chèques à l'encaissement à l'agence de Bouzaréah qui les a envoyés, à son tour, à l'agence de Cherchell pour vérification du compte du bénéficiaire avec avis de sort, sachant que le bénéficiaire est une seule et même personne, selon l'arrêt de renvoi. Lorsque l'avis parvient à l'agence de Cherchell, souligne la même source, cette dernière retourne les chèques avec avis de sort sans mention de paiement. Ces

chèques ont continué à faire des aller-retour entre les deux agences de 2004 à 2005 jusqu'à atteindre 1957 chèques découverts au niveau de l'agence de Cherchell en octobre 2005. Selon l'arrêt de renvoi, le but était la non régularisation de ces opérations tout en garantissant la non dénonciation de ces détournements. L'arrêt de renvoi relève de graves lacunes dans le système interne de contrôle et informatique des agences de la BNA, ainsi que dans le système outre un manque de ressource humaine ce qui a compliqué davantage la mission du commissaire aux comptes. Les faits remontent, selon l'arrêt de renvoi, à 2005 lorsqu'une lettre anonyme est parvenue à la direction de la banque nationale sur la manipulation de chèques bancaires sans vérification comptable depuis 2004 par l'accusé Achour Abderrahmane.

A. B.

AÏN DEFLA

Les habitants de Sidi Lakhdhar bloquent la voie ferrée «pour se faire entendre»

Pour attirer l'attention des autorités locales sur la détérioration de leur cadre de vie, les habitants de Hay Si Lakhdhar, situé non loin de la gare, ont bloqué la circulation des trains sur la voie ferrée toute proche, lundi dernier en début de soirée.

Durement touchés par les dernières chutes de pluie abondantes ils se sont trouvés isolés par l'état de la route qui traverse le quartier qui est lui-même touché par les travaux de réalisation d'une conduite d'eau potable d'un diamètre de 600 mm qui part du barrage de Sidi Ahmed Bentaiba pour aboutir à l'est dans les réservoirs de Sidi Lakhdhar et de Khemis Miliana. A ces travaux confiés à une société chinoise sont venus s'ajouter le

déversement des eaux usées dans les ruelles du quartier et l'éboulement de talus. Pour chercher des solutions à cet enchevêtrement de problèmes liés les uns aux autres, une réunion présidée par le chef de Daïra de Khemis Miliana a eu lieu mercredi dès le milieu de la matinée. Les habitants ont dénoncé l'entreprise de réalisation de la conduite d'assainissement qui disent-ils «appartient à la dame d'un sénateur de la région, a qui on attribue trop de projets et qui effectue des travaux par intermittence ici et là...» Par ailleurs il s'est avéré au dire des uns et des autres que certains habitants ne se sont pas gênés à empiéter sur la chaussée par des constructions illicites. On a évoqué aussi le cas de ces habitants dont l'un a refusé catégoriquement

qu'on touche à une bande de sa parcelle sur une largeur de 40 cm pour faire passer la conduite de refoulement vers le château d'eau. D'autre ont même refusé que cette conduite passe sous la chaussée publique de peur que la remise en l'état de la route ne soit pas effectué après et qu'ils en pâtissent.

Après que les uns et les autres aient formulé leurs avis et leur doléances et montré les signes de bonne volonté et de compréhension, le Chef de daïra a déclaré «nous comprenons que les problèmes soulevés sont tout à fait légitimes mais ce qui reste intolérable c'est le recours à cette forme de contestation... la violence ne peut mener bien loin» et d'ajouter «la solution ne peut venir que du dialogue et de la concertation».

En fait de solution il a été décidé d'aménager une route secondaire d'évitement du quartier en attendant que les travaux d'AEP, d'assainissement, d'aménagement, de confortement de talus pour éviter les éboulements, et de drainage des eaux pluviales soient achevés à la faveur de l'assèchement des sols à venir.

Les habitants ont aussi compris après moult explications des responsables des différents secteurs qu'ils doivent s'armer de patience et surtout de participation citoyenne et promis d'intercéder auprès des récalcitrants, auteurs des constructions illicites pour que ces constructions soient détruites et la route libérée et réhabilitée pour le bien être de tous.

Karim O.